

LARBI ICHEBOUDÈNE (*)

Le mouvement associatif ou la tentation de structuration sociale, ébauche pour une réflexion

Bien qu'intervenant en dernier, au cours de cette journée, je me bornerai, dans cette contribution, à traiter du mouvement associatif comme caractéristique centrale de l'histoire sociale et comme cadre de solidarité du système social traditionnel algérien. Il s'agit de pratiques socioculturelles qui ont de tout temps régi les actions collectives. Si dans le passé, ces actions opéraient une véritable mitigation aux difficultés socio-économiques, de nos jours le mouvement tend vers des pédagogies d'apprentissage à être ensemble dans un cadre organisé. La difficulté d'apprentissage à être ensemble dans un cadre organisé. La difficulté d'apprentissage à être ensemble dans un cadre organisé. La difficulté consiste à montrer ce que ceci peut signifier pour une société, dont les parcours de sa formation sociale sont très marqués par des ruptures historiques. Aussi, un bref rappel des temps jadis (par exemple: l'époque ottomane et l'époque coloniale) semble nécessaire pour l'intelligence des deux moments consécutifs à l'Indépendance. Ensuite, il sera question de quelques chiffres à propos du mouvement associatif algérois. Ensuite, il sera question de quelques chiffres à propos du mouvement associatif algérois. Enfin, nous nous permettrons quelques interrogations issues du récent développement effréné des associations et de l'observation des pratiques actuelles de ce qui est qualifié plus de mosaïque de structures associatives que de mouvement au sens socioculturel du mot.

Donc, constitué d'un ensemble de structures et d'activités militantes, le mouvement associatif est entendu ici comme structure mobilisatrice d'une partie de la société civile et comme véritable outil de défense et de promotion d'intérêt collectif ou général, voire de gestion locale et régionale. Ainsi, grâce à un poids politique et économique, ce mouvement participe, par ses capacités de mobilisation à la structuration sociale dans la mesure où l'action associative est aussi militant et donc procède de la conscientisation de ses membres.

Par ailleurs cet espace d'expression des attentes est aussi celui de l'initiative qualifiant les termes des capacités de la société à se prendre en charge pour un grand nombre de questions sociales, culturelles ou économiques. Sachant que les associations sont porteuses de projets, elles œuvrent naturellement à la structuration de la société et à la société et à la socialisation des individus.

Autrement dit, le mouvement associatif participe à la construction de la

formation sociale, entendue ici dans son acceptation sociologique,

comme connaissance produite à partir des thèmes d'une typologie de relations sociales. Il devient espace idéal de pratiquer participatives et donc de plus larges intégrations citadine et socioculturelle.

C'est une question ancienne que parler du mouvement associatif. C'est pourquoi ce champs des pratiques a très tôt intéressé aussi bien les utopistes (Fourrier: le Phalanstère de Guise, que les sociologues). Durkheim, qui a consacré un important chapitre aux corporations, dans son ouvrage «la division du travail social», a imaginé le concept «d'anomies». Cette dernière désigne le mal dont souffre une société qui ne dispose pas de règles morales et juridiques suffisantes pour organiser son économie. L'anomie est ici une rupture de la solidarité, alors que la division du travail social engendre au sein des membres d'une société une solidarité organique. L'intérêt est encore motivé par les possibilités d'analyse de la place des institutions, comme une somme de capacités créatrices de la société, et comme facteur contribuant à la structuration sociale à travers les rapports sociaux de production. C'est pourquoi nous voulons croire que le mouvement associatif en Algérie accède à cette requête (demande) qu'est la nécessaire structuration sociale.

De fait, au cours de ses constructions, le mouvement associatif serait perçu, non pas comme une structure d'entraide seulement, mais bien mesurée au degré de fédération des projets et actions. Dans ce cadre, nous n'allons pas faire appel à l'histoire des pays de certains utopistes et autres pionniers à l'origine des mouvements modernes, (Robert Owen, Saint Simon et autres Fourier. Mais rappelons surtout, même lapidairement et en deux temps, quelques faits de ces mouvements à travers l'histoire récente de l'Algérie.

1. LE MOUVEMENT ASSOCIATIF EN ALGERIE : BREF APERCU HISTORIQUE

j) Le premier temps est l'époque précoloniale.

La période Ottomane a été pour le monde urbain celle des corporations de qualifications diverses qui régissaient aussi bien la vie économique, prospère à Alger, que les secteurs de régulation et contrôle de la vie sociale et politique. Dans le premier cas se sont les corps de métiers qui étaient regroupés au sein de corporations (El-oumana), (dont le nombre variant entre 32 et 45). Ces corporations, qui portaient des noms de rues et des leurs métiers, exerçaient un réel contrôle sur la qualité de la production, les prix, la régulation économique, tout en assumant la défense des intérêts de leurs membres. Le deuxième cas concerne la gestion et l'organisation des quartiers (El-houma) par les Amins des communautés les composants.

Cette délégation de pouvoir municipal à la petite échelle de l'espace social faisait de l'Amin le responsable de sa communauté auprès du pouvoir municipal et représentant de ce dernier auprès des siens. On comprend qu'un tel niveau d'organisation est l'aboutissement de formes diverses (spécifique à l'histoire de la ville) d'intégration citadine et d'un mouvement associatif fort, favorisé par les corps de métier et par la vie sociale des populations au sein de leurs quartiers respectifs. L'élévation

des habitants à un niveau de citoyenneté a été ainsi forgée par une structuration sociale élevée pour partager les valeurs sociales urbaines de l'époque. Ce qui ne sera plus le cas avec l'avènement de l'époque coloniale...

Avec l'époque coloniale commence dès le départ avec les saccages, l'expulsion et la dépossession des élites, la destruction physique du centre ville. Par exemple, au cours des quatre premières décennies, aux déstructurations succédaient les destructions, la faillite économique et celle des pratiques socioculturelles. Ainsi la période coloniale est venue balayer tout l'héritage de l'Alger précolonial.

Il s'en est suivi qu'avec la mouise générale et la précarité de la vie sociale des populations musulmanes d'Alger devaient naître de nouveaux cadres de solidarité du fait des nécessités et de la précarité économique générale. D'abord les associations naissantes, inspirées du système social traditionnel, répondaient au besoin d'entraide, impérative en période de grande misère. Ce cadre d'actions solidaire était celui de la société dominée dans sa vie quotidienne. Ensuite, viennent d'autres formes d'associations algéroises d'activités sportives, mais dépassant rapidement le domaine du sport, pour devenir des clubs d'une jeunesse sensible au discours nationaliste. Enfin la phase supérieure sera caractérisée par les associations à caractère politique de revendications socioculturelles et identitaires. Il s'agit des Jeunes Algériens au début du siècle, des Scouts Musulmans d'un apport certain pour la jeunesse et des partis politiques devant conduire à la lutte pour l'indépendance.

C'est peut être en situation d'indigence qu'un groupe ou une société dominée constitue un terrain favorable au développement du mouvement associatif. Une étude sur le mouvement social à l'époque coloniale serait d'une certaine pertinence sociologique tant cette activité était riche.

ii) Le deuxième moment est celui de l'Indépendance.

Le mouvement associatif pour la période de l'après-indépendance sera caractérisé par deux segments de temps.

Dans le premier segment; le paysage social d'Alger passera de l'existence plurielle et colorée à celui de l'existence plurielle et colorée à celui de l'existence de type unitaire. Langue, parti, idéologie, chef et même un séisme politique unique en Afrique du Nord.

Si cette vision à tendance unitaire et systémique du développement social devait aboutir au fameux slogan «un homme nouveau dans un monde moderne», ses objectifs politiques étaient surtout l'uniformisation et le contrôle des pratiques sociales et culturelles. C'est dire combien était devenue caduque toute créativité, illégale toute initiative et proscrite toute expression de liberté.

De fait, au bout de quelques années de pratiques unanimistes, à l'exception des clubs sportifs, le boisseau était mis sur les idées et toute forme d'initiative. Une réelle pression était exercée sur toute velléité à vouloir initier un projet d'association dont l'émanation n'était pas de la

«tutelle» du parti. Cette situation conduira d'abord à plusieurs «avertissements» qu'étaient les explosions sociales dans différentes villes du pays. Ensuite ce sera le séisme d'octobre 1988 dont les ondes de choc remettront en cause le système politique et ses artefacts politiques et culturels que le discours de l'époque tenait pour des certitudes. Aussi le séisme de 1988 procédait par l'épuration unitaire de la reconnaissance du pluralisme. Ce sont subitement des situations débridées, un foisonnement d'idées libérées, des partis politiques et des associations etc... Il s'agit d'un élan historique rare dans une société. La rupture d'une grande intensité politique a libéré les initiatives et rassuré quant aux capacités de la société à se prendre en charge.

2. LE MOUVEMENT ASSOCIATIF DE NOS JOURS.

Bien qu'il tente de participer à la reconquête des cadres sociaux et des grands repères de l'existence collective fortement en perte de vitesse, ce mouvement part avec de lourdes difficultés. Si nous parlons de reconquête, c'est qu'il faut rappeler que ces cadres sociaux n'ont pas cessé de subir les séismes dus aux effets de la Guerre de libération, de l'urbanisation rapide et sans suivi ni modèle, ainsi que ceux d'un système politique à l'origine de graves crises sociales et politiques.

Actuellement le mouvement est constitué de structures de type associatif dont les objectifs sont la promotion de la société urbaine à travers les questions sociales et celles du cadre bâti.

Voici quelques chiffres indicateurs de l'évolution du nombre d'associations agréées à travers l'algérois ou le gouvernorat du grand Alger.

N°	Associations	Evolution			N°	Association	Evolution		
		1993	1998	%			1993	1998	%
1	Sports	445	695	52%	7	Socio-prof.	52	79	51%
2	Parents d'élèves	?	720	100%	8	Humanitaire et social	24	41	70%
3	Cultures et activités artistiques	119	178	49%	9	Enfance	10	29	290%
4	Scientifiques	31	50	61%	10	Patrimoine historique	9	16	47%
5	Préservation des immeubles	0	839	100%	11	Suivi logement	18	47	261%
6	Comité de quartier	0	602	100%	12	Jeunesse	52	92	76%

A travers la collecte de quelques chiffres sur les associations trois remarques s'imposent pour les dernières années:

a) D'abord certaines absences (aucun chiffre n'est donné à propos des associations à caractère politique...).

b) Ensuite la liste s'allonge et varie avec le temp. A présent il y a 28 catégories d'associations agréées qui vont de protection ou promotion du patrimoine historique jusqu'aux surprenantes associations de suivi des programmes de logements.

c) Enfin il y a une véritable explosion pour certains secteurs de la vie sociale et l'on compte dans la métropole plus de 4000 associations à la fin de 1998 contre à peine 1171 en 1993.

Juste pour l'exemple, une première sélection par secteur fait ressortir les deux grands groupes suivants:

1) L'espace et le cadre bâti, sont la préoccupation de 1504 associations sur 4000 agréées par le GGA. On y trouvera notamment (le patrimoine historique, les immeubles (comité de parables?), les comités de quartier et le suivi des programmes de logement.

2) Le secteur des activités culturelles, scientifiques, jeunesse et APE (associations des parents d'élèves) était couvert par 1040 associations dont 720 pour les APE.

3) Le reste est formé par des associations d'autres catégories comme les sports, les mosquées, les handicapés, les CSP et même des polyvalents etc.

Une grande tare est à signaler c'est l'absence de structures de fédération par familles d'associations, et celle d'une presse publiant et diffusant les activités du mouvement associatif algérois. Seules quelques informations, souvent à propos de conflits et scandales, sont rapportées par la presse à son lectorat.

Aussi, tel qu'il se révèle dans la première lecture, à travers notamment les expériences en cours, ce mouvement procède de projets ambitieux constituants d'une future société urbaine autonome. Autant il s'inscrit dans la logique de structuration sociale, autant il suscite les interrogations suivantes :

- sachant ce type d'activités peut faire l'objet d'enjeux socio-politiques importants, pourquoi la perdurance d'un vide et d'un flou juridique dans la réglementation régissant les catégories d'associations. Les domaines d'intervention, enfin les modes d'organisations et de gestion.

- Cette somme d'associations nombreuses et variées serait-elle, à travers ce qui précède, une organisation suffisamment forte, organisée et structurée pour accéder à la qualification de mouvement de niveau régional ou national ?

- Sachant combien ce type d'activités peut faire l'objet d'enjeux socio-politiques importants, pourquoi la perdurance d'un vide et d'un flou juridique dans la réglementation régissant les catégories d'associations. Les domaines d'intervention, enfin les modes d'organisation et de gestion ?

Les autres remarques renvoient notamment à l'absence de cohésion et de structuration. C'est-à-dire qu'aucune activité ne révèle le souci de fédération des structures et des projets ou objectifs. Aucune communication, et aucune presse rendant compte de la vie associative et de ses nobles missions.

Enfin, nous nous devons de conclure sur deux constats rapides :

D'un côté, l'on se rend compte qu'à l'instar de bien des secteurs, le mouvement associatif présente des carences dont il convient de situer les origines. D'un autre côté, les conditions sociales d'existence qui perdurent sont suffisamment précaires pour que soit évoquée la notion de pathologie urbaine, avec ce que celle-ci évoque comme souffrances sociales et dégradations du cadre bâti. Ceci conforte l'avènement et le développement du mouvement associatif comme une impérative nécessité. En tout cas, tel que nous le saisissons dans sa portée actuelle, ce mouvement constitue l'alternative nouvelle pour la reconstruction du lien social, grand besoin actuel du citoyen. Ce dernier jusque là plus occulté que promu, accédera enfin au statut de citoyen citoyen à la place de celui d'admis.

Nous voulons dire que ce mouvement doit tendre à ce que le citoyen participe à la construction de la vie sociale quotidienne avec le droit de vivre sa ville. C'est à cette condition que la société urbaine cessera enfin d'être contre l'Etat.

Notes

(*) Professeur, à l'Institut de Sociologie, Université d'Alger